



RÉPONSES AUX CONFLITS ET AUX CRISES





Dans un monde marqué par de nombreux conflits et crises, la société civile continue de se mobiliser. La société civile s'efforce de protéger les personnes en première ligne, de préserver des vies, d'atteindre les personnes abandonnées par les gouvernements et d'aider les groupes exclus les plus touchés par les conflits, notamment les millions de personnes déplacées à l'intérieur d'un même pays ou au-delà des frontières. Le travail de la société civile se centre sur la défense des droits, la demande des comptes aux forces puissantes qui commettent des violations, et la documentation de ces violations pour contribuer à d'éventuelles poursuites judiciaires.

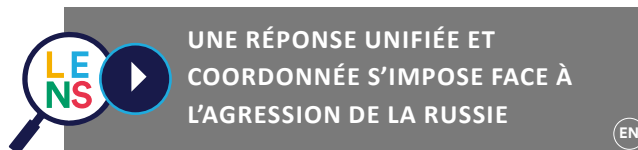
L'importance de la société civile a été prouvée à maintes reprises par sa réponse à l'urgence mondiale de la pandémie de COVID-19. De plus, son rôle vital continue d'être perçu dans les nombreux conflits qui font rage dans le monde aujourd'hui - non seulement en Ukraine, mais aussi en Éthiopie, en Syrie et au Sahel, entre autres - et dans les crises humanitaires dans de nombreux autres pays, comme en Afghanistan, en Haïti et au Myanmar.

L'INVASION DE L'UKRAINE PAR LA RUSSIE

Cela fait maintenant un peu plus d'un an depuis que la Russie a envahi l'Ukraine. L'impact de la guerre a été véritablement global, avec une hausse générale des prix des carburants et des denrées alimentaires. Les produits de première nécessité ont été mis hors

de portée de millions de personnes, provoquant une grande vague de manifestations massives. Les conséquences politiques ont également été ressenties au niveau mondial, avec une remise en question du système international, des tensions au sein de l'Union européenne (UE), un débat sur l'OTAN, des répercussions sur les élections européennes et, à cause de la désinformation russe systématique, la propagation des théories du complot d'extrême droite.

La guerre a entraîné d'énormes pertes humaines. Presque toutes les régions d'Ukraine ont subi des attaques russes. Bien que les estimations varient considérablement, il est probable que des dizaines de milliers de civils aient été tués. Les preuves de crimes contre les droits humains commis à grande échelle par les forces russes s'accumulent. En mars dernier, le retrait des troupes russes de Bucha a mis en évidence la réalité de l'invasion, avec des preuves d'atrocités telles que des exécutions sommaires, des viols et des tortures. La Russie est allée jusqu'à évoquer la menace de la guerre nucléaire pour tenter de dissuader les États d'aider l'Ukraine.



Dans ce sombre contexte, la société civile ukrainienne accomplit des choses qu'auparavant auraient été à

peine imaginables. Dans le cadre d'un immense effort volontaire, les gens se sont mobilisés pour apporter une aide humanitaire essentielle. Des volontaires distribuent de la nourriture et des fournitures médicales, soignent les blessés et les traumatisés, recherchent les personnes disparues, organisent le transport et l'hébergement des personnes déplacées à l'intérieur du pays et aident les millions de réfugiés ukrainiens à trouver des réseaux de soutien dans les pays voisins.

Cette démarche est soutenue par une campagne internationale visant à construire des liens de solidarité et à inciter les États et les institutions internationales à adopter une position ferme à l'égard de la Russie, notamment contre ses intérêts financiers et son élite économique.

« Nous coopérons avec des organisations partenaires de défense des droits humains dans des pays européens, comme la France et l'Allemagne, afin qu'elles fassent pression sur leurs gouvernements nationaux. Certains pays ont poursuivi leurs affaires avec la Russie comme si de rien n'était, même après avoir répudié la guerre. Nous avons besoin de décisions politiques qui permettent effectivement de sauver des vies ukrainiennes.



OLEKSANDRA MATVIICHUK
Centre pour les libertés civiles, Ukraine

Parallèlement, des efforts sont déployés pour recueillir des preuves de violations des droits humains, afin qu'un jour Vladimir Poutine et son entourage rendent

des comptes. Les preuves recueillies pourraient être cruciales pour le travail des mécanismes de suivi des Nations Unies (ONU) ainsi que l'enquête de la Cour pénale internationale (CPI) lancée en mars.

Lorsque la Russie a commencé son invasion de l'Ukraine, j'ai immédiatement rejoint une équipe d'enquêteurs travaillant jour et nuit pour documenter les crimes de guerre commis par les Russes dans notre pays. Depuis lors, les membres de notre équipe ont recueilli des preuves de bombardements aveugles, d'attaques ciblées contre des civils, de crimes écologiques et d'autres violations des coutumes de la guerre.



Comme c'est souvent le cas en temps de crise, les femmes jouent un rôle énorme : si certaines servent dans l'armée, ce sont surtout les hommes qui ont pris les armes, laissant aux femmes la responsabilité de presque tout le reste. Les organisations de la société civile (OSC) existantes ont également joué un rôle essentiel, en transférant rapidement leurs ressources vers la réponse humanitaire pour rendre appui aux droits humains. L'expérience de l'Ukraine démontre qu'un investissement dans la société civile, en tant qu'élément essentiel du tissu social, est un investissement dans la résilience. Il peut vraisemblablement faire la différence entre la vie et la mort.



Poutine est conscient du fait qu'une société civile active peut marquer la différence, et c'est pour cela qu'il s'efforce de fermer davantage l'espace civique en Rus-

sie. Dès le début de la guerre, des gens se sont mobilisés contre le conflit, même sachant que la répression était certaine. Un grand nombre de personnes ont été criminalisées : on estime que **plus de 19 000** ont été détenues. Certaines personnes ont même été arrêtées pour le simple fait d'avoir brandi des pancartes vierges lors de manifestations en solo.

L'effet de la censure a presque entièrement éliminé les médias indépendants. Une loi **adoptée** en mars dernier impose de longues peines de prison pour la diffusion de ce que l'État appelle des « fausses informations » sur la guerre. De nombreuses entreprises médiatiques et OSC ont été qualifiées d'« agents étrangers » et ont été obligés de fermer.

La désinformation systématique a également joué un rôle clé dans les efforts déployés par le gouvernement pour garder l'opinion publique dans son camp. En outre, la certitude de la répression a fait que le nombre de manifestations contre la guerre ont été limités.

Nous assistons à la mise en place d'une censure militaire. Il est même interdit de parler de guerre en Ukraine. Un nouveau crime a été inclus dans le code pénal : celui de diffuser publiquement des informations sciemment fausses sur les forces armées.



Mais à mesure que la guerre progresse, même des voix normalement favorables à l'État osent **critiquer** l'effort de guerre, notamment après une série de revers militaires et l'introduction de la conscription partielle en septembre - déclenchant une **nouvelle vague** de manifestations. Au fur et à mesure que les pertes s'accumulent, les familles des victimes pourraient commencer à exercer une pression supplémentaire en faveur du changement.

La communauté internationale peut soutenir la société civile russe en partageant des informations correctes sur la situation actuelle dans le pays. La majorité des OSC et des activistes installés dans les pays voisins, ainsi que des OSC internationales, s'efforcent d'aider les Ukrainiens, qu'ils soient réfugiés ou restés en Ukraine. C'est tout à fait compréhensible, mais je pense qu'ils ne doivent pas oublier les personnes qui, en Russie, continuent à défendre la paix et les droits humains.



Un jour, le régime de Poutine arrivera à son terme et il faudra reconstruire la démocratie russe. Cette reconstruction devra venir d'en bas, avec l'investissement d'une société civile indépendante. Pour préparer le terrain, des actes de protestation et de solidarité sont nécessaires, à l'échelle internationale et, dans la mesure du possible, en Russie, pour montrer que les Russes qui veulent le changement ne sont pas seuls. Les dissidents courageux qui prennent des risques énormes en s'exprimant, que ce soit en Russie ou en exil, doivent être soutenus en tant que futurs bâtisseurs de la démocratie.



UN MONDE DE DÉPLACEMENTS ET DE MIGRATIONS

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a créé la plus grande population de personnes déplacées en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale : à la fin de 2022, environ **huit millions** d'Ukrainiens - soit 20 % de la population du pays avant la guerre - étaient devenus des réfugiés.

Mais plus loin de l'attention globale, plusieurs autres crises ont continué à se développer. Les conflits, les catastrophes telles que les inondations et les sécheresses, la pénurie alimentaire, la violence, les persécutions politiques, les conflits économiques et le changement climatique ont continué à entraîner des déplacements. Si bien beaucoup de migrations ont eu lieu des pays du Sud vers les pays du Nord, il y en a aussi eu entre les pays du Sud et, surtout, à l'échelle nationale.

Douze ans après le début du conflit au sein de leur pays, les Syriens demeurent la **plus grande population déplacée** au monde, ayant fui la violence, la tyrannie et les violations généralisées des droits humains. Près de 5,6 millions de réfugiés syriens sont actuellement enregistrés comme vivant dans les pays voisins, soit bien plus que ceux qui ont atteint l'Europe.

Le monde semble oublier les réfugiés syriens. Plus personne ne parle d'eux. Mais le fait que de nouvelles crises surviennent ne signifie pas que la situation des réfugiés syriens se soit améliorée ni que la question ait disparu.



**SERENE DARDARI ET
MAHMOUD ABDULLAH**
American Near East Refugee Aid, Liban

En Europe, la présence de migrants en provenance de Syrie et d'autres pays d'Asie et d'Afrique a provoqué une importante réaction de l'opinion publique, encouragée par les groupes d'extrême droite : cela a joué un rôle clé dans l'augmentation du soutien aux partis et politiciens d'extrême droite, comme l'illustrent les récents basculements vers la droite en **Italie** et en **Suède**. En Italie, la société civile est une fois de plus **criminalisée** pour avoir sauvé des migrants de la mer.

Traditionnellement, les Syriens ont reçu un accueil plus chaleureux dans les pays voisins, mais cette situation commence à changer, notamment en Turquie. Le pays abrite le plus grand nombre de réfugiés



Des gens se rassemblent autour de Little Amal, une marionnette de 3,5 mètres de haut représentant une jeune réfugiée syrienne, lors d'une tournée de 8 000 km à travers l'Europe, de la Turquie au Royaume-Uni, pour sensibiliser au sort des jeunes réfugiés. Stuttgart, Allemagne, 1er octobre 2021.

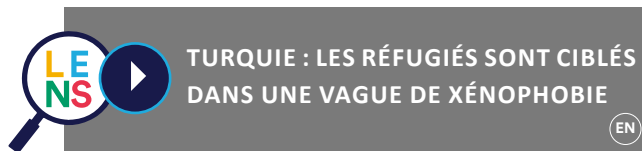
Photo par Lukas Barth/Reuters via Gallo Images

syriens, environ 3,5 millions de personnes. Depuis longtemps, le président autoritaire Recep Tayyip Erdoğan instrumentalise les migrants pour obtenir des ressources et des concessions de l'UE. Mais avec l'arrivée d'une grave crise du coût de la vie, remettant en question le résultat des élections de mai 2023, la réponse d'Erdoğan a été de cibler les réfugiés.

Il n'est pas surprenant que la migration et l'avenir des réfugiés soient devenus des points principaux dans l'ordre du jour de la politique turque. Les réfugiés sont le bouc émissaire idéal en temps de crise. Les politiciens utilisent cette question pour rediriger la colère des gens vers les réfugiés, au lieu d'admettre leur incapacité de répondre aux préoccupations.

 **DILAN AKBAYIR**
militant de la société civile, Turquie

La xénophobie s'est accrue et a conduit à la violence, des personnes ayant été menacées d'expulsion vers la Syrie, parfois en représailles pour s'être exprimées. Parallèlement, le gouvernement a **refusé** l'entrée de personnes fuyant le régime théocratique des Talibans en Afghanistan. Dans une course politique vers le bas, les politiciens s'affrontent pour savoir qui a la position la plus stricte envers la migration. La situation s'est encore aggravée avec les tremblements de terre dévastateurs qui ont frappé la Syrie et la Turquie en février 2023. Les personnes déplacées dans le nord de la Syrie sont parmi les plus touchées et ont des grandes difficultés à obtenir de l'aide.



En outre, la vie des réfugiés rohingyas contraints de

fuir le Myanmar, où la citoyenneté leur est depuis longtemps refusée, ne s'est guère améliorée. Au Bangladesh, ils sont soumis à des restrictions étouffantes quant à leur capacité à s'exprimer, tandis qu'en Inde, ils sont exposés à la haine antimusulmane. Leur sort semble avoir été largement oublié, et maintenant la même armée qui a déchaîné une violence génocidaire contre eux continue à diriger leur pays. En attendant d'avoir la possibilité de rentrer chez eux, ils continuent de lutter pour que les pays d'accueil leur réservent un traitement moins hostile.

Il n'y a pas eu de changement dans notre situation depuis 2017. Alors même que des réunions sur les Rohingyas ont été tenues et que de nombreuses organisations et groupes ont publié des déclarations concernant notre situation, toutes ces réunions et déclarations n'ont apporté aucun résultat positif. Le nombre de solutions proposées pour mettre fin au conflit demeurent inexistantes.

 **MAUNG SAWYEDDOLLAH**
Réseau des étudiants rohingyas, Bangladesh



Or, les Vénézuéliens qui se sont dispersés dans toute l'Amérique latine pour fuir l'effondrement économique et l'oppression politique ont pu trouver davantage de solidarité. Entre 2015 et 2022, sept millions de Vénézuéliens ont quitté le pays, la plupart d'entre eux se rendant en Colombie. Les migrants vénézuéliens sont confrontés à la discrimination et à de multiples formes d'exclusion, et des manifestations anti-migrants ont eu lieu au Chili et au Pérou, mais ce qui fait une différence positive, c'est la quasi-absence de xénophobie venant d'en haut exercée à des fins politiques.

La dernière vague de migrants en provenance du Venezuela comprenait beaucoup plus de personnes en situation de vulnérabilité, ce qui a créé une demande à laquelle la communauté, mais surtout l'État colombien, ont dû répondre. Et le pays a commencé à fonctionner selon une logique de solidarité et de gratitude : les Colombiens se souviennent que dans le passé, c'était le Venezuela qui accueillait les migrants colombiens.

 **CARMEN AIDA FARIA**
Fundación Manitas Amarillas, Colombie

Néanmoins, les gens continuent de s'exposer à d'immenses dangers physiques pour migrer. En Amérique latine, ils traversent le **bouchon du Darién** entre la Colombie et le Panama – environ 100 km de dense forêt tropicale et de marécages, où opèrent de violentes bandes criminelles. Depuis les côtes de Cuba, ils prennent la mer dans l'espoir d'atteindre les États-Unis. Dans le monde entier, la **Méditerranée** reste l'une des routes migratoires les plus dangereuses. De nombreuses personnes se mettent à la merci des gangs de trafiquants, prenant la mer dans de petites embarcations inadéquates parce que les restrictions ont rendu impossible l'utilisation des routes plus sûres. Bien que les chiffres soient en baisse par rapport au pic de 2015, ils restent élevés, avec près de 600 000 arrivées et près de 2 000 morts ou disparus en 2022 seulement.

Au Royaume-Uni, le parti au pouvoir et ses porte-paroles médiatiques ont alimenté une véritable panique à propos des petits bateaux qui traversent la Manche. En avril, le gouvernement a annoncé un accord pour expulser les demandeurs d'asile vers le Rwanda, soi-disant pour tenter de dissuader les migrants de faire la traversée. Par conséquent, ces personnes pourraient être abandonnés à leur sort dans un pays avec lequel ils n'ont aucun lien et qui est un État autoritaire avec un bilan épouvantable en matière de droits humains.



La politisation de l'angoisse migratoire a parcouru l'Europe. Ainsi, la situation est tendue dans les enclaves espagnoles au Maroc, où les migrants se rassemblent pour tenter de franchir la frontière de l'UE. Plusieurs personnes sont décédées lors d'une tentative de traversée massive en juin, démontrant les dangers de l'approche sécuritaire à la migration et l'absence de redevabilité en matière de violations des droits.



La migration reste également une question politique majeure aux États-Unis. En 2022, les passages de frontières par des migrants sans papiers ont **dépassé** les 2,76 millions, dépassant le record précédent de plus d'un million. Cette augmentation a été largement alimentée par les Vénézuéliens, suivis des Cubains et des Nicaraguayens, ce qui montre à quel point la répression politique peut être un moteur migratoire. Les Vénézuéliens sont arrivés en si grand nombre qu'ils ont provoqué un changement de politique : un permis humanitaire leur est désormais accordé, à différence des citoyens des autres pays.



L'année 2022 a démontré que nous vivons dans un monde de grands flux migratoires. Les gens restent en mouvement car les multiples crises qui les déracinent continueront à se produire. Mais les politiques dominantes nient encore cette réalité. Les États cherchent à renforcer leurs défenses plutôt que de s'attaquer aux causes profondes de la migration.

L'accueil chaleureux qui a été réservé aux Ukrainiens, même par des dirigeants de droite habitués à attiser la xénophobie à des fins politiques, contraste fortement avec le manque d'hospitalité accordé aux autres migrants. Mais en prouvant leur capacité à répondre efficacement et avec compassion à une crise migratoire, les États de l'UE ont clairement montré que l'hostilité envers les migrants non blancs et non chrétiens n'est pas inévitable. Tout au contraire, elle constitue un choix politique conscient.



« L'élite politique traite la migration comme un problème à contrôler, un phénomène qui met en danger le bien-être et les valeurs de nos pays, et qu'il faut donc arrêter à tout prix. La réalité est différente : la migration ne cessera pas d'exister. Les tentatives pour l'arrêter ne feront que causer plus de souffrance aux migrants qui franchissent les frontières. »

 **MEMBRES DE L'ÉQUIPE**
de Solidary Wheels, Espagne

CRISE AU SAHEL

Si l'on se tenait aux schémas de vote des Nations Unies sur les résolutions concernant la Russie, qui ont vu une condamnation beaucoup plus cohérente de Poutine par les États du Nord que par ceux du Sud, la guerre Russe contre l'Ukraine semblerait être principalement une préoccupation du Nord.

Cependant, le conflit dépasse largement les frontières de l'Europe. Les mercenaires du groupe Wagner - une organisation obscure dirigée par Yevgeny Prigozhin, membre du cercle intime de Poutine - ont joué un **rôle de plus en plus important** non seulement en Ukraine mais aussi dans plusieurs pays africains. Depuis le début de la guerre en Ukraine, la Russie a intensifié son offensive diplomatique en Afrique, ce qui pourrait expliquer la réticence de plusieurs États africains à dénoncer l'invasion.

Actuellement, la vague d'insurrections djihadistes à travers le Sahel met des vies en danger, entraîne de nombreuses violations des droits humains et provoque le déplacement de nombreuses personnes. À l'origine, les gouvernements se sont tournés vers la France, l'ancienne puissance coloniale, pour fournir des forces armées. Au Mali, où l'insurrection a pris naissance en 2012, les territoires occupés par les djihadistes ont été reconquis, mais le conflit se poursuit et s'est étendu aux pays voisins. Au fil du temps, le mécontentement s'est accru à l'égard du rôle des troupes françaises, et dans une moindre mesure des forces de l'ONU.

Au Mali, un **coup d'État militaire** en août 2020, suivi du **renversement** du régime civil de transition en mai 2021, a précipité le départ de la France. Suivant la détérioration des relations entre les deux gouvernements, les dernières troupes françaises se sont retirées en août. C'est alors que les forces de Wagner sont intervenues. En raison de l'opacité du groupe, il



Manifestation contre la présence militaire française à Niamey, au Niger, le 18 septembre 2022.

Photo par Boureima Hama/AFP via Getty Images

est difficile d'estimer le nombre de soldats déployés. Alors que la junte malienne a insisté sur le fait que les officiers russes ne jouaient qu'un rôle consultatif, des témoignages indiquent qu'ils sont impliqués dans un conflit actif, et que les civils sont **ciblés**. Parallèlement, l'insurrection continue de **progresser** : comme le montrent certaines études, les violations des droits humains par les forces de sécurité sont un **facteur** clé dans le recrutement des extrémistes.

Ces troupes, accusées d'atrocités, notamment en République centrafricaine (RCA) où le groupe opère depuis longtemps, ne rendent pas de comptes. En outre, les forces de Wagner **extraient** des richesses minérales - elles sont souvent payées en or ou en pétrole - détournant les ressources qui pourraient contribuer au développement pour les remettre au Kremlin.

Au Mali et dans d'autres pays de la région, de nombreuses personnes s'opposent aux troupes françaises. Il y a eu de nombreuses manifestations anti-françaises, avec quelques personnes brandissant des drapeaux russes. Les manifestants sont non seulement en colère en raison du rôle colonial de la France, mais ils considèrent également que les forces françaises sont inefficaces. Les opinions ont été influencées par une **campagne de désinformation** pro-russe déclenchée au Mali et dans **d'autres pays du Sahel**.

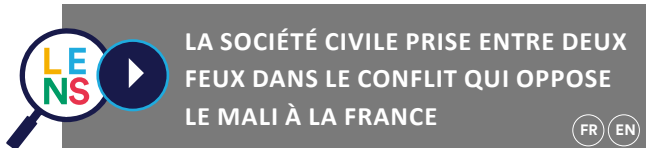
Pour le gouvernement militaire malien, qui fait face à de nombreuses demandes de démission, ce changement est une manière de résister : tandis que la France a condamné le coup d'État, la Russie ne lance évidemment aucun appel à la démocratie. Il n'y a aucun signe de démocratie en RCA, et le Burkina Faso suit une trajectoire similaire après **deux coups d'État** en 2022. En janvier 2023, sa junte a également **demandé** aux troupes françaises de se retirer du pays.

Certains dirigeants de la société civile se sont montrés favorables à une prise de distance avec la France. Mais

en novembre le lien entre la connexion du Mali avec Wagner et le déni de la démocratie est apparu clairement, lorsque la junta a **interdit** les activités des OSC recevant un soutien français, en raison de la suspension par la France de son aide au gouvernement. En conséquence, la capacité de la société civile à fournir une aide humanitaire aux personnes touchées par le conflit et à surveiller le gouvernement a été gravement affectée.

En février 2023, un autre signe inquiétant est survenu avec l'**expulsion** du chef de la division des droits humains de la mission de maintien de la paix de l'ONU, en raison de son choix de témoins de la société civile à propos des violations de droits.

La société civile doit pouvoir effectuer son travail, afin qu'il puisse avoir un débat démocratique sur le rôle des forces russes, une surveillance minutieuse des violations des droits et une discussion sur les alternatives de sécurité durables.



HORS DE L'ÉCRAN RADAR : LES CRISES OUBLIÉES

De nombreux autres conflits et crises ont été éclipsés par la guerre en Ukraine, risquant de se faire oublier, alors qu'ils ont tous changé la vie de ceux qui les ont vécus.

Le contrôle de l'Afghanistan par les talibans a déclenché non seulement une catastrophe en matière de droits humains, mais aussi une crise humanitaire. Plus de la moitié de la population afghane a besoin d'une aide humanitaire et environ 20 millions de personnes souffrent de la faim. Les Nations Unies ont récemment lancé un appel d'aide urgent, mais l'absence de promesses de dons signale que la crise a été globalement oubliée. Des sanctions économiques ont été imposées pour faire pression sur le régime afin qu'il améliore son bilan en matière de droits humains, mais les conséquences humanitaires ont quand même été pesé le plus fortement sur les personnes plus pauvres et plus marginalisées, y compris les femmes et les filles déjà soumises à la pire répression.

Le plaidoyer se concentre aussi sur la décision de la part du gouvernement des États-Unis de geler les avoirs de la banque centrale afghane, qui avaient été récemment **transférés** dans un fonds suisse. La société civile demande leur libération totale et une augmentation de l'aide internationale. Les États du Nord qui occupaient l'Afghanistan avant leur retraite chaotique ont une responsabilité particulière. Ils doivent se laisser guider par les voix de la société civile afghane, tant dans le pays comme dans la diaspora, pour soulager les souffrances humaines et faire pression sur les talibans afin qu'ils cessent leurs violations des droits humains.

Les sanctions imposées à l'État afghan punissent dans les faits l'ensemble de la population afghane. La communauté internationale devrait s'efforcer de différencier entre les sanctions ciblées qui visent des individus au sein des talibans et les projets qui garantissent aux Afghans une chance de survie.



Le Myanmar est également la scène d'un conflit oublié. Février 2023 a marqué les deux ans du **coup d'État militaire**. Le régime militaire a été sanglant : des activistes pour la démocratie ont été exécutés, et des **civils ont été tués** dans des frappes aériennes et sur le terrain militaire qui opposait l'armée à la rébellion armée alliée avec des milices ethniques. Plus d'un million de personnes ont été déplacées. De nombreux membres de la société civile, ainsi que des journalistes et des politiciens de l'opposition, ont été emprisonnés, souvent à la suite de procès injustes devant des tribunaux militaires : on compte **près de 14 000** prisonniers politiques. Les détenus sont soumis à la torture et aux mauvais traitements. De nombreuses OSC ont été contraintes de suspendre leurs activités.

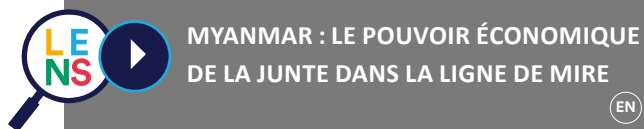
Le mouvement démocratique du Myanmar considère que l'organisation intergouvernementale régionale, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), l'a laissé tomber. Les institutions de défense des droits humains des Nations Unies continuent de recueillir des preuves d'atrocités et, en décembre, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté une résolution condamnant les violations des droits commises par l'armée. Mais si certains États ont imposé des sanctions, celles-ci n'ont pas été appliquées à l'entreprise publique de pétrole et de gaz, et de nombreux pays continuent de faire des affaires avec le régime.

La pression de la société civile internationale vise de plus en plus les entreprises qui collaborent avec des sociétés contrôlées par l'armée. Certaines des entreprises ont désinvesti, mais cela a conduit à ce que des actifs clés - notamment un réseau de téléphonie mobile autrefois détenu majoritairement par le gouver-

nement norvégien - soient remis à des alliés militaires. Un désinvestissement responsable est nécessaire, en particulier de la part des entreprises de combustibles fossiles qui continuent à **bénéficier énormément** de leur association avec ce régime sanguinaire.

Je crois que rien n'est éternel et que cela aussi passera. La junte va devoir partir à un moment donné. Nous devons poursuivre notre lutte avec une vision claire de l'avenir, centrée sur les droits humains et la démocratie. Et nous avons besoin du soutien de la communauté internationale pour que ceux qui luttent sur le terrain puissent un jour voir leurs rêves se réaliser.

 **KYAW WIN**
Réseau des droits humains en Birmanie, Myanmar



Loin de l'attention internationale, une crise apparemment insoluble continue de se dérouler en Haïti. Depuis l'assassinat du président Jovenel Moïse en juillet 2021, la situation est devenue incontrôlable. Dans le vide politique, des gangs criminels ont pris le contrôle de grandes parties de la capitale, terrorisant la population en menant une campagne systématique d'enlèvements. Les journalistes sont **attaqués** tant par les gangs que par les forces de sécurité. En outre, Haïti est en train de vivre une crise alimentaire, avec **près de la moitié** de la population souffrant de faim aiguë. Les effets de la flambée mondiale des prix alimentaires ont été exacerbés par la décision de supprimer les subventions aux carburants en septembre. Cette décision a entraîné une vague de manifestations, d'**émeutes et de pillages**, et l'occupation par des gangs d'un important terminal pétrolier a paralysé Haïti. De nombreuses personnes ont fui le pays, souvent par des voies dangereuses.

En octobre, le dirigeant par intérim d'Haïti, Ariel Henry, a demandé une assistance de l'ONU en matière de sécurité. Mais de nombreux Haïtiens sont inquiets, car les troupes viendront sans doute des États-Unis, qui ont un passé lamentable d'interventions en Haïti. La société civile s'est rassemblée pour proposer un processus consultatif et transitoire pour faire face à la crise et développer la démocratie. Toute réponse internationale doit être éclairée par des voix haïtiennes.

Henry n'a aucune légitimité pour demander une intervention militaire. La communauté internationale peut aider, mais ne peut pas prendre la décision d'intervenir ou pas. Nous devons d'abord avoir une transition politique de deux ans avec un gouvernement crédible. Nous avons des idées, mais à ce stade nous avons besoin de voir cette transition.

 **MONIQUE CLESCA**
Commission de recherche d'une solution haïtienne à la crise



Le conflit se poursuit en République démocratique du Congo (RDC), où la force insurrectionnelle du M23 contrôle de grandes parties de la région orientale riche en minerais et où de nombreux groupes armés, dont certains sont liés à des États africains voisins, sont engagés dans une lutte pour le contrôle des ressources. Bien que le gouvernement autoritaire du Rwanda continue à le nier, il est clair qu'il soutient le M23. Le conflit a resurgi avec une avancée du M23 en mars. Un processus de paix de la Communauté d'Afrique de l'Est a abouti à un **accord de cessez-le-feu** en novembre, mais le M23 l'a rejeté et les combats **ont repris** le mois suivant. En janvier 2023, les forces rwandaises

ont **attaqué** un avion de chasse de la RDC, aggravant encore les tensions.

Les civils paient le prix. Selon un reportage, **environ 300 personnes** ont été tuées lors de l'une des pires attaques du M23 en novembre, et on estime qu'environ **cinq millions** de personnes ont été déplacées. Les libertés civiques fondamentales sont également touchées. L'**état de siège** est en place dans deux provinces de l'est depuis mai 2021. L'État a utilisé la force meurtrière contre les manifestations et de nombreux militants de la société civile, journalistes et politiciens de l'opposition ont été arrêtés. La situation risque de s'aggraver à l'approche des élections prévues en décembre 2023.

Dans leur colère et leur frustration face à l'insécurité, les gens ont rejoint des manifestations anti-Rwanda et anti-ONU. Une force de maintien de la paix des Nations Unies est présente en RDC depuis plus de vingt ans. Cependant, à l'instar des forces françaises au Sahel, beaucoup de personnes la considèrent inefficace, et les soldats de la paix ont été accusés de tuer des civils. Les manifestations contre les forces de l'ONU sont devenues violentes en juillet, causant **au moins 36** décès. La société civile rejoint les manifestations, mais elle dénonce également les violations des droits de la part du gouvernement et son incapacité à protéger la population. Elle réclame des forces responsables au niveau local qui, surtout, respectent les droits humains et n'ont pas recours à la violence contre les civils.

La négligence persistante des États démocratiques ne peut qu'ouvrir davantage la porte à l'influence des régimes autocratiques, notamment la Chine et la Russie, dont les ressources minérales séduisent. Les États qui ont construit des bonnes relations avec le Rwanda en ignorant ses violations des droits humains doivent cesser de négliger son rôle évident dans l'alimentation des conflits dans la région.

La communauté internationale a été hypocrite et a toujours donné la priorité à leurs propres besoins. Il est regrettable que les événements récents se produisent dans une région de notre pays riche en minerais. De nombreuses personnes puissantes y ont des intérêts et sont prêtes à faire n'importe quoi pour s'assurer qu'ils soient protégés. C'est pour cette raison que si peu de pays se soulèvent contre ce qui se passe.

ESPOIR NGALUKIYE ET
SANKARA BIN KARTUMWA
LUCHA, RDC



RDC : MANIFESTATIONS CONTRE
L'ONU DÉNONCENT L'AGGRAVATION
DE L'INSÉCURITÉ

FR EN

LA FRAGILITÉ DE LA PAIX EN ÉTHIOPIE

En novembre, un cessez-le-feu négocié par l'Union africaine a mis un terme définitif à deux années de guerre dans la région éthiopienne du Tigré. Le gouvernement fédéral éthiopien a triomphé dans sa bataille contre les forces séparatistes du Tigré et leurs alliés, mais les coûts ont été énormes pour tous. Le nombre de victimes reste controversé, mais il est clair que des centaines de milliers de civils ont été tués et des millions déplacés. Toutes les parties concernées sont **accusées** de crimes de guerre et d'**actes de génocide**. Le blocus du Tigré par l'Éthiopie a précipité une crise humanitaire. Pendant des mois, aucune aide n'a été autorisée à entrer dans le pays, laissant la population dans une situation désespérée de manque de nourriture, d'eau et de soins de santé.

L'espace civique a souffert. Il y a eu une massive campagne d'**emprisonnement** de Tigréens, qui semblent



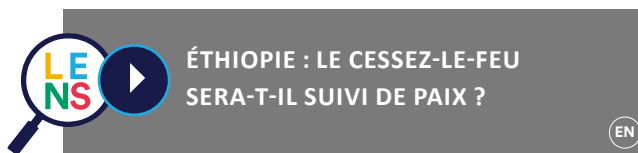
Des personnes manifestent le 30 juin 2022 à Washington DC, États-Unis, pour sensibiliser à la violence contre les Amharas dans la région d'Oromia en Éthiopie.

Photo par J. Countess/Getty Images

avoir été enfermés uniquement en raison de leur appartenance ethnique. Le gouvernement cherchait aussi à contrôler les flux d'informations, en imposant des coupures d'internet et en ciblant systématiquement les journalistes. De nombreux journalistes ont été harcelés, beaucoup ont été **détenus** et plusieurs reporters étrangers ont été expulsés. Certaines OSC internationales fournissant une aide humanitaire ont fait l'objet d'**interdictions**.

Le gouvernement a également **cherché à limiter** la surveillance internationale. La surveillance exercée par les Nations Unies a révélé des preuves de crimes violant le droit international, mais il s'agit probablement d'une **sous-estimation** de l'ampleur réelle des abus. En outre, le gouvernement a refusé de coopérer avec une commission du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies créée en 2021 en réponse au plaidoyer de la société civile.

Il y a encore une rancune considérable, non seulement dans le Tigré mais aussi dans toute la mosaïque complexe d'identités et d'intérêts ethniques et régionaux qui composent l'Éthiopie. Le gouvernement fédéral ne doit pas chercher à imposer une justice des vainqueurs. Il doit investir dans la réconciliation. Tous les crimes commis, y compris ceux du gouvernement central et ses forces alliées érythréennes, doivent être jugés ouvertement de manière à ce que les coupables soient tenus redevables. Le manque de confiance rend d'autant plus important le rôle de la communauté internationale. Mais l'Éthiopie est une autre crise que les États puissants et les organismes internationaux ont négligée - le travail de la commission des Nations Unies, par exemple, manque de ressources. La paix doit maintenant être prise au sérieux.



LA SOCIÉTÉ CIVILE, UN CHEMIN VERS LA PAIX

Hormis le cessez-le-feu en Éthiopie, aucun de ces conflits et crises n'a été résolu dans le nouvel an. Même ce que Poutine pensait sûrement être une attaque éclair en Ukraine a duré plus d'un an. Les conflits et les crises qui s'étendent sur plusieurs années nécessitent une réponse engagée de la part de la communauté internationale, fondée sur l'humanitaire et les droits humains et informée par des voix locales.

D'autre part, le rôle fondamental de la société civile a été reconnu encore en 2022 avec l'**attribution** du prix Nobel de la paix à des activistes et à des organisations du Belarus, de Russie et d'Ukraine, qui luttent pour faire respecter les droits humains au cœur des conflits. Mais leur récompense, au Belarus et en Russie, a été une nouvelle persécution. Cela ne fait qu'illustrer l'énorme distance entre la reconnaissance dont a besoin la société civile et la réalité de sa répression.

Il est impossible de résoudre une crise, de construire la paix et de favoriser la réconciliation en l'absence d'une société civile diverse, dotée de ressources adéquates et de moyens suffisants, travaillant dans des conditions où l'espace civique est respecté plutôt que restreint. Il est grand temps que cette leçon soit apprise.

3 IDÉES POUR L'ACTION

- 1 Partout dans le monde, les conflits causent des ravages évitables à une échelle incalculable, avec des coûts économiques, environnementaux, sociaux et humains immenses. La société civile doit continuer à plaider et à faire campagne contre la militarisation et le bellicisme et intensifier les initiatives de consolidation de la paix et de résolution des conflits.
- 2 La documentation des crimes de guerre et la collecte de preuves des violations des droits humains constituent la pierre angulaire des efforts visant à faire rendre des comptes. La société civile doit continuer à s'engager dans la collecte de preuves en coopérant avec les institutions internationales de défense des droits humains. Les organisations internationales doivent poursuivre leur travail avec la société civile afin de documenter les violations en vue de poursuites judiciaires.
- 3 La société civile défend depuis longtemps les migrants, les réfugiés et les personnes déplacées, notamment en fournissant des services essentiels et en défendant leurs droits. Elle doit inciter les États à respecter la Convention de 1951 sur les réfugiés et contribuer à l'élaboration de nouvelles normes internationales reconnaissant la réalité des migrations et les droits des personnes en déplacement.

CONTACTEZ-NOUS

 civicus.org

 info@civicus.org

 [/CIVICUS](https://www.facebook.com/CIVICUS)

 [@CIVICUSalliance](https://twitter.com/CIVICUSalliance)

SIÈGE SOCIAL
25 Owl Street, 6ème étage
Johannesbourg, 2092
Afrique du Sud
Tel: +27 (0)11 833 5959
Fax: +27 (0)11 833 7997

BUREAU POUR L'ONU :
New York
We Work
450 Lexington Ave
New-York, NY 10017
États-Unis

BUREAU POUR L'ONU :
GENÈVE
11 Avenue de la Paix
Genève, CH-1202
Suisse
Tel: +41 (0)22 733 3435